CAIRN.INFO
CHERCHER, REPÉRER, AVANCER

Recensement

ENTREPRENEURIAT SOCIAL, ÉCONOMIE SOLIDAIRE

Audrey Becuwe, Séverine Le Loarne-Lemaire

ARIMHE | « RIMHE : Revue Interdisciplinaire Management, Homme & Entreprise »

2012/3 n°3 | pages 36 à 41

ISSN 2259-2490

Article disponible en ligne à l'adresse :

http://www.cairn.info/revue-rimhe-2012-3-page-36.htm

Pour citer cet article :

Audrey Becuwe, Séverine Le Loarne-Lemaire« Entrepreneuriat social, Économie solidaire », *RIMHE : Revue Interdisciplinaire Management, Homme & Entreprise* 2012/3 (n°3), p. 36-41.
DOI 10.3917/rimhe.003.0036

Distribution électronique Cairn.info pour ARIMHE.
© ARIMHE. Tous droits réservés pour tous pays.

La reproduction ou représentation de cet article, notamment par photocopie, n'est autorisée que dans les limites des conditions générales d'utilisation du site ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Toute autre reproduction ou représentation, en tout ou partie, sous quelque forme et de quelque manière que ce soit, est interdite sauf accord préalable et écrit de l'éditeur, en dehors des cas prévus par la législation en vigueur en France. Il est précisé que son stockage dans une base de données est également interdit.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 41.141.157.87 - 25/07/2017 22h47. © ARIMHE

Recensement
Entrepreneuriat social, Economie solidaire

Audrey BECUWE[1] et Séverine LE LOARNE[2]

Longtemps restée confidentielle, la recherche sur le thème de l'économie sociale et solidaire (ESS), définie comme un ensemble d'organisations aux statuts divers – coopératives, fondations, associations, entreprises dites « classiques » - poursuivant une finalité autre que la « simple » recherche du profit (Draperi, 2007), étaient, jusqu'au début de la décennie 2000, surtout le violon d'Ingres des chercheurs en sociologie et en histoire, intéressés par les courants altermondialistes et collaborant avec des revues de recherches dans leurs disciplines respectives mais aussi avec des revues à vocation plus pédagogique, comme « Alternatives Economiques ». Les gestionnaires, quant à eux, s'intéressaient surtout au tiers secteur, les organisations à but non lucratif qui poursuivent une finalité autre que, ou du moins, complémentaire à celle de la recherche du profit. Avec la très forte croissance du nombre de coopératives et du nombre d'emplois créé dans le tissus social et associatif qui a marqué la décennie 2000 (Lavill et Glémain, 2010), la recherche en ESS rencontre un très fort intérêt, non plus uniquement comme terrain illustratif servant à expliciter ou à parfaire une théorie (Greenwood et al. 2002), considéré comme fortement contributif à la construction de la théorie néo-institutionnelle. Dans ce dernier, les auteurs développent le concept de proto-institutions et la théorie de l'émergence d'institutions en analysant les associations de charité présentes en Palestine, mais surtout en tant que réel objet de recherche. La justification de ce phénomène se trouve dans l'apparition de numéros spéciaux sur le sujet dans des revues de recherche en sciences humaines figurant dans le classement CNRS, et, ce de manière très récente : numéro spécial dans cette présente revue ou, encore, dans « RI PME » sur le thème de l'entrepreneuriat social, à paraître durant le dernier trimestre 2012.

Au départ réalisée dans quelques laboratoires historiquement identifiés, comme celui de l'IEP Grenoble ou au CNAM, la recherche sur l'ESS est désormais structurée et répartie dans bon nombre d'universités ou d'écoles : pour dresser une liste non exhaustive, nous pouvons mentionner les universités du réseau interuniversitaire de l'ESS, ou l'ESSCA d'Angers et l'ESSEC pour les écoles de management. L'existence d'un tel réseau interuniversitaire, proposant des colloques annuels, sur ce sujet, l'existence de prix de recherche, à l'instar du prix Jacques Tymen, ou de celui du meilleur chercheur de l'ADDES, l'Association pour le développement de la documentation sur l'économie sociale, proposé tous les ans et ce, depuis 2005, attestent de la maturité du champ de recherche sur l'ESS. Enfin, cette maturité est attestée par l'existence de revues de recherche dédiées, comme la Revue Internationale de l'Economie Sociale, née en 1921, en français ou Voluntas, The Social Enterprise Journal ou Annals of Public and Cooperative Economics en langue anglaise (Les

1 - Maître de Conférences - IAE de Limoges - CREOP EA-4332 - audrey.becuwe@unilim.fr
2 - Professeur - Grenoble Ecole de Management. severine.leloarne@gem.fr

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 41.141.157.87 - 25/07/2017 22h47. © ARIMHE

éditeurs de la RECMA identifient aussi des revues « sœurs » en espagnol, italien ou allemand).

Equipes plus nombreuses et réseau de recherche structuré, il en est de même des formations supérieures. Sans caricature, l'enseignement des spécificités de l'ESS, avant les années 2000, était surtout prodigué dans certains IEP – dont celui de Grenoble -, et dans les quelques troisièmes cycles universitaires spécialisés. En aucun cas, le statut de coopérative ou encore l'ESS faisait partie d'un programme de niveau bac + 3. Tout au mieux, certains cours de spécialisation sur le thème du marketing associatif étaient proposés, cas, par exemple, dans le programme de l'ESC Lyon. Désormais, les formations de spécialisation spécialisées dans le management de coopératives, de gestion des ressources humaines, de la performance économique dans les organisations dites d'ESS sont légion, en témoigne la liste proposée sur le site du réseau interuniversitaire de l'économie sociale et solidaire. Ces formations Bac + 5 sont essentiellement proposées dans les universités. Toutefois, les entrepreneurs désireux de se lancer dans la création d'une structure répondant aux critères de l'ESS pourront suivre les formations de l'ESSEC et intégrer Anthropia, le premier incubateur d'entreprises dans ce domaine. Enfin, les nombres de cours de spécialisation dans les programmes Masters des Grandes Ecoles se multiplient, à l'instar, toujours à l'ESSEC, du cours sur l'introduction à l'Entrepreneuriat Social, ou, l'introduction à l'économie sociale et solidaire, à Grenoble Ecole de Management.

L'ESS, longtemps limité à un rôle marginal, connaît une croissance significative et offre un débouché concret pour des étudiants en passe d'entrer sur le marché du travail ou en reconversion professionnelle. Universités et grandes écoles françaises se sont donc efforcées de proposer des formations en adéquation avec cette nouvelle opportunité. Ces dernières s'appuient sur des travaux de recherche et des réseaux déjà bien institutionnalisés en France. Cette rubrique se structure autour de deux grandes parties. Dans une première partie, nous analysons les thèses soutenues et qui ont fait l'objet de nouvelles inscriptions sur le thème générique, ainsi que les articles publiés dans deux revues académiques. Dans une seconde partie, nous terminons par la présentation d'un travail de recherche récent et prometteur autour de la qualification de la relation d'emploi dans l'économie sociale.

1 - Analyse des publications depuis 2000

Cette première partie a pour objet d'identifier les publications relatives à la question de l'entrepreneuriat social, d'abord au travers les thèses de doctorat françaises en sciences sociales déjà soutenues ou en cours de finalisation, puis, ensuite, au travers des publications et appels à projet dans deux revues académiques francophones en sciences de gestion. Pour ce faire, nous réalisons une recherche par mots-clés se rapportant à l'ESS dans le titre des supports scientifiques analysés. Nous avons retenu les thèses ou articles contenant l'un des mots suivants dans leur titre : entrepreneuriat / entrepreneur social, économie sociale et/ou solidaire, coopérative, ONG, tiers-secteur, mutuelle, association / secteur associatif / bénévole, micro-finance / finance solidaire / crédit solidaire.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 41.141.157.87 - 25/07/2017 22h47. © ARIMHE

1.1. Thèses soutenues et en cours

L'analyse des thèses soutenues et en cours porte sur la période comprise entre 2000 à 2011, en lien avec l'économie sociale et solidaire, dans leurs titres. Les thèses déjà soutenues ont fait l'objet d'une recherche via le SUDOC. Celles d'ores et déjà finalisées sont au nombre de 70 pour la décennie qui vient de s'écouler, dont 21 % en sciences de gestion (voir tableau 1). 35% des thèses soutenues contiennent le mot « *ONG* » dans leurs titres, 24% le mot « économie sociale et/ou solidaire », 13% le mot « association », 8,5% le terme de « mutuelle » et 8,5 également celui de « micro-finance, crédit solidaire ou finance solidaire ». Les économistes se sont largement penchés sur cette dernière thématique, à savoir 67% des thèses soutenues. On relève une thèse en sciences de gestion sur la finance solidaire. Mot-clé de la présente rubrique, l'économie sociale et/ou solidaire a fait l'objet de 17 thèses soutenues, dont 65% pour l'économie sociale uniquement. Positionné en sciences de gestion, Paul Vanucci a soutenu une thèse originale en 2007 en Corse intitulée « L'inversion de l'échelle des salaires dans une économie libérale, sociale et solidaire ». Selon ce chercheur, la théorie de l'inversion de l'échelle des salaires engendre un véritable bouleversement des mentalités puisqu'elle propose de payer décemment, c'est-à-dire que selon l'emploi ou la qualification tous les jeunes entrés dans le marché de l'emploi seront rétribués au plus haut niveau dans un mouvement dégressif jusqu'à mi-parcours puis progressif jusqu'à la retraite et selon une échelle de 1 à 5 en leur suggérant ou plutôt en leur inculquant l'indissociabilité du social, du solidaire et du libéral en incluant le dynamisme de l'entreprise qui aura elle-même intégré ce concept tant vis-à-vis de la concurrence que du salarié.

Tableau 1 : Recensement des thèses soutenues entre 2000 et 2010 (Source : SUDOC).

Mots-clés dans le titre de la thèse	**Sc. gestion**	**Economie**	**Sociologie**	**Droit**	**Info-com**	**Sc. politique**	**Psychologie**	**Géographie**	**Histoire**	**STAPS**	**Ethnologie**	**Ergonomie**
Micro-finance / crédit solidaire / finance solidaire (6)	1	4	1									
Economie sociale et/ou solidaire (17)	3	8	4	1					1			
Coopérative (4)	1	1	1								1	
Association / secteur associatif / bénévole (9)	1	2	2			1	1		1	1		
Mutuelle (6)	3	1							1			1
ONG (25)	6		4	4	1	5		3	1		1	
Entrepreneuriat social / entrepreneur social (1)		1										
Tiers-secteur (2)		1	1									
Total = 70 thèses	15	18	13	5	1	6	1	3	4	1	2	1

Après avoir analysé les thèses soutenues sur l'ESS et le management, nous pouvons observer les tendances à venir en termes de problématiques privilégiées via les titres des « nouvelles » thèses des étudiants doctoraux en sciences sociales et présents

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 41.141.157.87 - 25/07/2017 22h47. © ARIMHE

dans le portail des thèses. Sur la décennie 2000-2011, on a recensé 290 inscriptions en thèses de doctorat en sciences sociales contenant des mots en lien avec l'objet de ce numéro spécial (voir tableau 2) dans leur titre dont 27% en sociologie, 25% en économie, 16,5% en sciences de gestion. 33% des thèses retenues contiennent le mot « association » dans leurs titres, dont 17% en sciences de gestion et 38% en sociologie. Les gestionnaires s'intéressent aux questions de gouvernance dans le secteur du handicap, ou encore de GRH. D'autres analyse l'influence de l'Association Française des Managers de la Diversité sur les pratiques de la diversité en entreprise. Les sociologues, quant à eux, travaillent sur les carrières des dirigeants associatifs, une analyse sexuée du militantisme associatif, les associations de sociabilité des élites issues de la diversité en France, comme la construction identitaire des bénévoles et du travailleur associatif. La micro-finance constitue le champ privilégié des économistes qui l'étudie dans divers contextes nationaux tels qu'Haïti, le Sénégal, le Pérou, Madagascar, et le Mexique. 41 thèses avec le mot « économie sociale et/ou solidaire » dans leurs titres ont fait l'objet d'inscriptions durant la période étudiée, dont 15% en sciences de gestion, par exemple sur les enjeux et spécificités de la gouvernance, ou de la gouvernance de projet dans l'ESS. Cette problématique de la gouvernance intéresse aussi les sociologues.

Tableau 2 : Recensement des inscriptions en thèses entre 2000 et 2011
(Source : Portail des Thèses)

Mots-clés dans le titre de la thèse	**Sc. gestion**	**Economie**	**Sociologie**	**Droit privé**	**Droit public**	**Info-com**	**Sc. éducation**	**Sc. politique**	**Psychologie**	**Géographie**	**Histoire**	**Anthropolo-gie**
Micro-finance / crédit solidaire / finance solidaire (54)	11	32	5	2				3		1		
Economie sociale et/ou solidaire (41)	6	11	14	2		1	1	2	1	1	1	1
Coopérative (28)	7	7	6	5					1		2	
Association / secteur associatif / bénévole (95)	16	11	36		7		9	9			7	
Mutuelle (14)	3	2	2	4							3	
ONG (54)	5	7	13	1	8	5	1	8			5	1
Entrepreneuriat social / entrepreneur social (3)		2	1									
Tiers-secteur (1)			1									
Total = 290 thèses	48	72	78	14	15	6	11	22	2	2	18	2

14 thèses s'intéressent aux « mutuelles ». 4 sont traités par des chercheurs en droit privés, 3 en histoire et 3 en sciences de gestion. Trois doctorants se sont inscrits en thèse sur l'« entrepreneuriat social », l'un en sociologie et deux autres en économie.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 41.141.157.87 - 25/07/2017 22h47. © ARIMHE

1.2. Revue de deux revues francophones

Le repérage des articles académiques a été effectué sur les deux revues suivantes : *Management & Avenir* et *la Revue Française de Gestion.* La recherche a été réalisée sur la base de données CAIRN. La revue *Management & Avenir* a publié des papiers de recherche principalement sur l'association et le statut de bénévole qui lui est associé, à savoir 50% de la totalité des articles publiés dans l'ensemble des revues analysées (voir tableau 3). Le mot « coopérative » représente au total un quart des articles publiés dans les deux revues. L'économie sociale n'a, quant à elle, fait l'objet que d'un seul article dans chacune des deux revues. Pourtant, elle fait aujourd'hui l'objet d'un nombre croissant de colloques et journées de recherche francophones. Au-delà des appels à communication, quelques revues sont spécialisées sur l'économie sociale. On peut citer des revues internationales telles que *l'International Journal of Cooperative Management*, le *Journal of cooperative studies*, mais aussi en langue française comme *Economies et Solidarités* et la *Revue Internationale de l'économie sociale*.

Tableau 3 : Recensement des articles publiés entre 2000* et 2011 dans deux revues

Mots-clés dans le titre de l'article	**Management & Avenir**	**Revue Française de Gestion**
Economie sociale (2)	1	1
Coopérative (4)	2	2
ONG (1)		1
Association / bénévole (9)	8	1
Total = 16 articles	11	5

2 - Présentation de la thèse de Yohan Duport

La thèse soutenue en juin 2011 à l'université de Limoges, par Yohan Duport, sous la direction du professeur Mathé, a trait à la qualification de la relation d'emploi qui peut exister dans des coopératives, ceci, plus spécifiquement, dans les coopératives de production. Est-il encore nécessaire de justifier la pertinence d'un tel sujet de recherche? La relation d'emploi dans les entreprises dites capitalistes est souvent décriée tant dans la presse quotidienne et attestée dans les travaux de recherche en management des organisations et en gestion des ressources humaines. Nous, pouvons, par exemple, nous référer aux travaux de David Courpasson ou de Françoise Dany (2003) ou encore au courant des critiques en management. Comme le souligne Yohan Duport, les signes de fidélité des salariés à des entreprises semblent être de plus en plus faibles. Ces constats étaient également identifiés quelques années plus tôt dans d'autres travaux de recherche, en particulier des thèses, comme par exemple, celle d'Isabelle Gallois soutenue en 2006. Certains chercheurs avaient incriminé le mode de gouvernance de ces entreprises dites capitalistes caractérisées par le fait que l'ensemble des acteurs, dirigeants compris, sont salaries d'une entreprise dont ils ne détiennent pas, ou alors détiennent une infirme partie du capital. Ils sont donc contraints de mettre en œuvre des stratégies qu'ils initient parfois et choisissent peu souvent comme dans les travaux de l'équipe de Pierre Yves Gomez. Dès lors, qu'en

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 41.141.157.87 - 25/07/2017 22h47. © ARIMHE

est-il de la relation d'emploi dans une entreprise au mode de gouvernance aussi spécifique que celui de la SCOP, dans laquelle, le salarié est également détenteur de parts significatives du capital de l'entreprise ? Yohan Duport choisit de traiter cette question sous l'angle de la théorie du contrat psychologique, théorie développée par Denise Rousseau. Pour résumer cette dernière en quelques lignes, chaque salarié est lié à son entreprise par un contrat qui va au-delà du simple contrat de travail qualifiant le poste, la mission à remplir et les conditions salariales et de travail. L'entreprise est liée à son salarié – et réciproquement – par un contrat plus tacite qui repose sur les attentes – explicites ou non – de chacune des deux parties envers l'autre. Lorsque l'entreprise ne répond pas aux promesses et aux attentes et projections du salarié, lesquelles ne sont pas toujours explicitement formulées et préalablement discutées, le salarié ressent une rupture du contrat. La réciproque est également valable. La rupture répétée de ce contrat psychologique entraine une baisse des implications du salarié envers l'entreprises – ou inversement -, voire même une rupture effective du contrat de travail. Y. Duport relate donc cette théorie et présente une typologie plutôt exhaustive des formes d'implication managériale. Dans une démarche abductive et qualitative, l'auteur caractérise la relation d'emploi dans neuf coopératives qui ont adopté le statut de la SCOP, ayant interrogé le dirigeant et plusieurs salariés dans chacune d'elles. On pourra certes questionner la pertinence du recours à l'analyse des discours pour véritablement mesurer ou qualifier les relations d'emploi dans des entreprises, qu'elles soient SCOP ou non. Pour autant, cette démarche permet à l'auteur de soutenir que la relation d'emploi dans les SCOP relève plus d'un « contrat de développement » que d'un contrat avec des attentes prédéterminées de chacune des deux parties : le salarié se sent donc responsable et plus libre de structurer son poste selon ses ambitions, initiative acceptée par l'entreprise. Dès lors, l'implication du salarié envers son entreprise prendrait des formes spécifiques qui se caractérisent par (1) l'implication affective, (2) l'existence d'un sentiment d'obligation de l'individu envers son organisation, (3) une implication calculatrice, (4) et calculée et (5) internalisée, c'est à dire qu'il y a convergence entre les valeurs du salarié et de l'organisation. Aussi la thèse de Yohan Duport marque l'intérêt marqué de la SCOP comme objet de recherche, en particulier dans les sciences humaines et les sciences de gestion.

Références

Courpasson D., F. Dany (2003), « Indifference or Obedience? Business Firms as Democratic Hybrids ? », *Organization Studies*, Vol. 24. , n°8, p. 1231-1260
Dany F. (1997), « La promesse d'employabilité. Un substitut possible à la promesse de carrières ? », *Thèse de doctorat es Sciences de Gestion*, Université Jean Moulin Lyon 3.
Draperi J.F. (2007), « *Comprendre l'économie sociale : fondements et enjeux* », Ed. Dunod, Paris
Gallois I. (2006), « La fidélité des intérimaires à l'Entreprise de Travail Temporaire : une approche par la théorie de l'échange social », *Thèse de doctorat es Sciences de Gestion*, Université Jean Moulin Lyon 3.
Gomez P.Y., H. Korine (2009), *L'entreprise dans la démocratie : Une théorie politique du gouvernement des entreprises*, Ed. De Boeck, Bruxelles.
Greenwood R., R. Suddaby, C.R. Hinings (2002), « Theorizing change: the role of professional associations in the transformation of institutionalized fields », *Academy of Management Journal*, Vol. 43, N°1, p.34-50.
Laville J.L., P. Glémain (2010), « *L'économie sociale et solidaire aux prises avec la gestion* », Ed. DDB, Bruxelle
Rousseau D. (1995), *Psychological Contracts in Organizations*, Ed. Sage.

Document téléchargé depuis www.cairn.info - - - 41.141.157.87 - 25/07/2017 22h47. © ARIMHE